

N° Réf : DG/CEAGRE/DIR/CDC/AMODFT

Date : 14/11/2025

Protection des informations : *Cocher la case* :

- ☒ Le présent cahier des charges ne contient aucune information sensible, ce qui permet la mise en ligne de ce document sur la plateforme dématérialisée du CEA.
- ☐ Le présent cahier des charges contient des informations sensibles ou classifiées : de ce fait **la mise en ligne** sur la plateforme dématérialisée du CEA de ce document **est interdite**.

Diffusion : Diffusion Publique

Mots clés : Chantier – trafic – coordination travaux – salles blanches

	Nom	Fonction
Rédacteur	JJ Heiries / C Barranco	Adjoint au Directeur Juriste SMA
Vérificateur	P Caplier	Directeur adjoint
Approbateur	B Feignier	Directeur

SOMMAIRE

1 GLOSSAIRE	3
2 OBJET DU MARCHÉ	4
3 CONTEXTE	4
3.1 Présentation du CEA et du CEA Grenoble	4
3.1.1 Le CEA	4
3.1.2 Le CEA/Grenoble	5
3.2 Les Bâtiments du site du CEA Grenoble	7
4 DOMAINE D'APPLICATION	8
4.1 Intervenants et rôles respectifs	8
4.2 Relation avec le CEA Grenoble	8
5 DOCUMENTS APPLICABLES	9
5.1 Documents généraux	9
5.2 Documents réglementaires	9
5.3 Réglementation relative à certaines activités	9
5.4 Documents associés à la prestation	9
6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS	9
6.1 Périmètre	9
6.2 Prestations de base	10
6.3 Prestations sur BPU	14
6.4 Prestations sur devis préalable	14
7 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	15
7.1 Information-Conseil, obligation d'information	15
7.2 Organisation du Titulaire	15
7.3 Sécurité	15
7.4 Confidentialité/indépendance	16
7.5 Données personnelles	16
7.6 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations	16

1 GLOSSAIRE

AQ	Assurance Qualité
BSD	Bordereau de Suivi de Déchets
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CGA	Conditions Générales d'Achat du CEA
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CI	Chef d'Installation
CINES	Cellule Ines
CMAC	Cellule Méthodes et Amélioration Continue
CPRTT	Cellule PRTT
CSE	Commission Sociale et Economique
CVC	Groupe Climatisation Ventilation Chauffage
DAASC	Demande d'Autorisation d'Accès au Site du CEA
ELEC	Groupe Electricité
EPI	Equipeement de Protection Individuelle
ESI	Groupe Exploitation des Systèmes d'Information
FLU	Groupe Fluide
FLS	Formation Locale de Sécurité
GAC	Groupe Archives Centre
GPEP	Groupe Pilotage Exploitation et Prévention
GPP	Groupe Pilotage Projets
HCT	Horaire Collectif de Travail (de 7h55 à 16h35)
HHCT	Hors Horaire Collectif de Travail
HNO	Heures Non Ouvrables (de 20h30 à 6h00 pour Grenoble et de 20h00 à 7h00 pour l'INES, les samedis, dimanches, les jours fériés et chômés et les jours de fermeture du CEA toute la journée)
HO	Heures Ouvrables (de 6h00 à 20h30 pour Grenoble et de 7h00 à 20h00 pour l'INES))
IQ	Ingénieur qualité
IRIG	Institut de Recherche Interdisciplinaire de Grenoble
ISC	Groupe Information Scientifique et Calculs
ISE	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement
ISI	Ingénieur de Sécurité d'Installation
LETI	Laboratoire d'Electronique et de Technologie de l'Information (institut DRT)
LIST	Laboratoire d'Intégration de Systèmes et des Technologies
LITEN	Laboratoire d'Innovation pour les Technologies des Énergies Nouvelles et les nanomatériaux (institut DRT)
LPE	Laisser Passer d'Entreprise
PAQ	Plan d'Assurance de la Qualité
PAQP	Plan d'Assurance de la Qualité Particulier
PdP	Plan de prévention
PPME	Plan de Prévention Mono Entreprise
PQP	Plan Qualité Particulier
PPQSE	Plan Particulier Qualité Sécurité Environnement
PRTT	Plateformes Régionales de Transfert Technologique
PSE	Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s)
PSI	Groupe Projets et Solutions Informatiques
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RPP	Relation Parties Prenantes
SMA	Service Marchés et Achats
SLE	Service Logistique et Environnement
SPPEP	Service Pilotage Projets, Exploitation et Prévention
SSTM	Service Supports Techniques et Métiers
STIC	Service des Technologies de l'Information et de la communication
TA	Groupe TéléAlarme
ZRR	Zone à Régime Restrictif

2 OBJET DU MARCHÉ

Le CEA souhaite confier à un professionnel spécialisé ou à un groupement de professionnels, disposant de toutes les qualifications et références en matière d'assistance technique, environnementale et financière à la mise en œuvre de contrats de concession dimensionnants, ayant pour objet la production de fluides industriels, la réalisation de la mission suivante :

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative au suivi d'exécution du contrat de concession concernant l'exploitation des Dispositifs de Fonctionnement Technique (DFT) ayant pour objet la fourniture de fluides énergétiques et process et le traitement des effluents sur le site du CEA Grenoble.

Il devra notamment assurer la vérification et l'analyse technique, environnementale et financière des pièces produites dans le cadre de l'exécution du contrat de concession et en réaliser une présentation auprès des Abonnés, assurer une veille technique et financière des modalités d'exploitation en assistance à l'Autorité Concédante (CEA) et proposer des axes d'amélioration au fil du contrat à l'Autorité Concédante (CEA).

Le prestataire est responsable de la qualité des prestations, des garanties et du respect des engagements financiers convenus entre les parties. Il a également une obligation générale de conseil dans le cadre de ses prestations. Il s'engage à assurer l'intégralité de ses responsabilités d'employeur.

Afin de garantir la sécurité du personnel et des biens, il respectera toutes les obligations générales et particulières qui lui incombent à titre légal, réglementaire et contractuel.

Le marché relatif aux prestations décrites dans le présent cahier des charges est soumis à une **obligation de résultat** de la part du Titulaire qui doit délivrer les prestations conformément aux spécifications convenues.

3 CONTEXTE

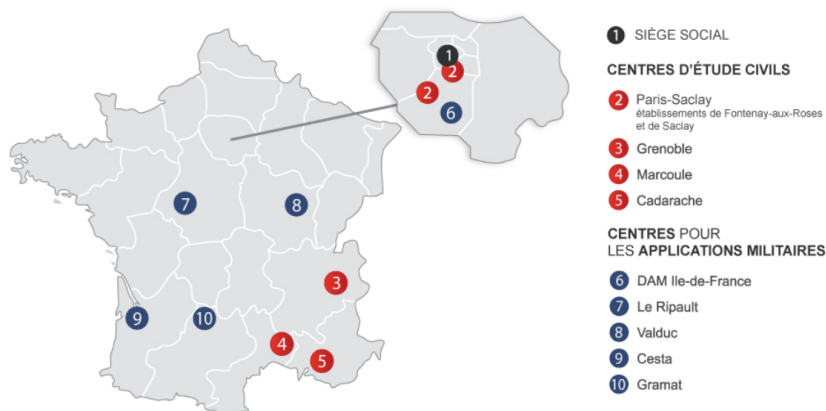
3.1 Présentation du CEA et du CEA Grenoble

3.1.1 Le CEA

Le CEA, **Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives** est un établissement public à caractère industriel et commercial dont la mission est la recherche, le développement et l'innovation. Il intervient dans quatre grands domaines : les énergies bas-carbone, la défense et la sécurité globale, les technologies pour l'information, et les technologies pour la santé.

Les métiers exercés au CEA concernent des domaines très diversifiés et se classent en plusieurs familles professionnelles, qui intègrent aussi bien les activités de recherche que de gestion : physique, chimie, mathématiques et informatique scientifique, science et technologie des matériaux, sécurité, sûreté, sciences du vivant, sciences de la terre et de l'environnement, qualité, finance, relations internationales, assistance technique aux programmes, etc.

Le CEA est implanté sur dix sites géographiques.



Son organisation repose sur :

- 4 directions opérationnelles :

- La Direction des Applications Militaires (DAM) ;
- La Direction des Energies (DES) ;
- La Direction de la Recherche Technologique (DRT) ;
- La direction de la Recherche Fondamentale (DRF) ;

Ces directions sont structurées en instituts, en départements et services.

- Les directions fonctionnelles :

- La Direction financière et des programmes (DFP) ;
- La Direction des achats et des partenaires stratégiques (DAPS) ;
- La Direction de la Sécurité et de la Sureté Nucléaire (DSSN) ;
- La Direction juridique et du contentieux (DJC) ;
- La Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- La Direction de la communication (DCom) ;
- La Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS) ;
- La Direction des relations internationales (DRI) ;
- La Direction de l'Audit, des Risques et du Contrôle Interne (DARCI).
- Les 4 directions de centre : Paris-Saclay / Grenoble / Marcoule / Cadarache

Pour de plus amples informations sur le CEA, visitez le site www.cea.fr

3.1.2 Le CEA/Grenoble

Le CEA - Grenoble, créé en 1956 par le professeur Louis Néel, prix Nobel de physique, est implanté en Isère, sur la commune de Grenoble au cœur du quartier Grenoble Presqu'île. En tant que membre et fondateur de l'alliance GIANT (Grenoble Innovation for Advanced New Technologies) et membre de la communauté Université Grenoble Alpes (UGA), le CEA Grenoble participe depuis une dizaine d'années à l'aménagement du campus sur la Presqu'île entre enseignement supérieur, recherche et industrie.

A deux pas du centre-ville, il rassemble plus de 6500 personnes (dont 4800 salariés du CEA CDD et CDI) sur le site du Polygone scientifique. Il se compose d'un site principal de 67 hectares, et de bâtiments hors de son périmètre clôturé.

La Direction de centre :

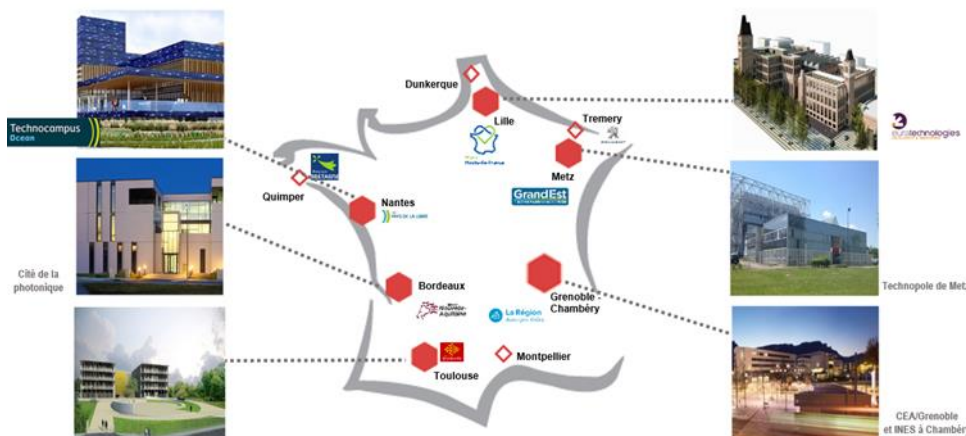
Le Centre du CEA Grenoble est placé sous la responsabilité de son Directeur, qui est le représentant légal de l'employeur et assume le rôle de chef d'établissement au sens du Code du travail. Les unités de la Direction de centre ont 2 missions principales ; d'une part, le soutien-support aux programmes de recherche menées par les unités hébergées, et d'autre part les missions « régaliennes » ou « employeur », en particulier le fait de faire respecter les règles en vigueur (santé, sécurité, gestion, finances, achats, ventes, juridique, RH, etc.) et de veiller à l'entretien et à l'évolution du patrimoine immobilier ainsi qu'à la bonne gestion des infrastructures et services communs (restauration, nettoyage, logistique, etc.).

Les Directions opérationnelles :

Les directions opérationnelles sont en charge de réaliser les programmes de recherche dans leurs différents domaines d'expertise, pour répondre aux missions qui lui ont été fixées par l'Etat dans les 4 grands domaines des énergies bas carbone, de la défense, des technologies pour le numérique et pour la santé, au service de la compétitivité industrielle du pays et en lien étroit avec les évolutions sociétales et les applications.

A Grenoble, 3 directions opérationnelles sont présentes :

- **La Direction de la recherche technologique (DRT)** dont la mission est de développer et diffuser des technologies innovantes, pour tous les secteurs industriels et tous types d'entreprises, qui participent notamment au développement du numérique dans la société et à l'amélioration de la santé publique. La DRT est constituée de trois instituts :
 - **LETI** : Laboratoire d'électronique et de technologie de l'information situé à Grenoble (site web : www.leti.fr)
 - **LIST** : Laboratoire d'intégration de systèmes et des technologies (site web : www-list.cea.fr), situé à Saclay et Grenoble
 - **CTReg** : L'institut CEA Tech en région développe sur le territoire des « plates-formes régionales de transfert technologique » au service de la compétitivité industrielle française. Ces plates-formes régionales travaillent en étroite collaboration avec les acteurs locaux en filiation directe avec les deux « bases arrières » historiques de Grenoble et Saclay. Pour plus d'informations, consultez le site : <http://www.cea.fr/cea-tech>



- **La Direction des Energies (DES)** dont la mission est d'apporter aux pouvoirs publics et aux industriels les éléments d'expertise et d'innovation pour la mise en œuvre d'un système énergétique intégré bas carbone, en s'intéressant à tous les modes de production d'énergie bas carbone (énergie nucléaire, NTE),

à leurs interactions au sein du réseau (stockage, pilotage, conversion), et à la problématique des ressources dans une logique de cycle fermé des matières. La DES comprend un institut à Grenoble :

- **LITEN** : Laboratoire d'innovation pour les technologies des énergies nouvelles et les nanomatériaux (site web : www-liten.cea.fr)

- **La Direction de la recherche fondamentale (DRF)**, dont la mission est de mener d'une part des recherches exploratoires aux frontières de la connaissance notamment en physique, chimie, matériaux et biologie, et d'autre part des recherches amonts intégrées aux feuilles de route technologiques du CEA dans les domaines de l'énergie, du climat, de l'environnement, du numérique et de la santé. La DRF contribue également aux grandes infrastructures de recherche nationales et internationales. La DRF comprend un institut à Grenoble :

- **l'IRIG** Institut de Recherche Interdisciplinaire de Grenoble

Enfin, le centre est partenaire de l'Institut de Biologie Structurale (IBS), aux côtés du CNRS et de l'UJF et du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Grenoble pour les installations du bâtiment CLINATEC.

3.2 Les Bâtiments du site du CEA Grenoble

Le site du CEA Grenoble est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) regroupant toutes les activités du centre, qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'exploitation.

Il compte 282 bâtiments représentant environ 342.000 m² sur le polygone scientifique, qui accueillent plus d'une centaine de laboratoires de recherche et divers services administratifs ou techniques (unités de supports), chargés du fonctionnement du centre au quotidien.

A noter la présence des éléments suivants sur le site de Grenoble :

- 7 ERP (Établissement Recevant du Public) ;
- Le BCC (Bâtiment Centre de Compétence) : propriété de la SCI BCC Presqu'île avec comme locataire principal le CEA ;
- Le BHT (Bâtiment de Haute Technologie) : propriété de la SEM Minattec Entreprises, avec comme locataire principal le CEA ;
- Le bâtiment des DFT (Dispositifs de Fonctionnement Technique) : concédés à la société PUS (Pôle Utilités Services) ;
- Les bâtiments hors clôtures rattachés au site sont :
 - L'Institut de biologie structurale (IBS) sur le campus EPN, dans lequel le CEA est co-tutelle de l'UMR avec le CNRS et l'UGA ;
 - Les bâtiments sis à HERBEY (Isère 38) en convention avec Grenoble-INP ;
 - Le fort des Quatre Seigneurs sis à HERBEYS ;

Caractéristiques générales additionnelles du site du CEA Grenoble :

- Espaces verts : ≈ 15 Ha,
- Routes sur le site de Grenoble : ≈ 35 km

4 DOMAINE D'APPLICATION

4.1 Intervenants et rôles respectifs

Les entités concernées par lesdites prestations sont les suivantes :

- Le CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives : Le Demandeur, en tant qu'Autorité Concédante
 - La **Direction de centre** : Le représentant du **Demandeur** (Correspondant) ;
 - Le **Département Projets Exploitation et Ingénierie** (DPEI) :
 - Le chargé du suivi de ces prestations : le Correspondant technique ;
 - L'ingénieur qualité ;
 - L'ingénieur sécurité d'installation.
 - Le **Service Marchés et Achats** qui assure le suivi commercial et contractuel des prestations effectuées par le Titulaire ;
 - Les **Chefs d'Installations**. Une « installation » est un ensemble délimité géographiquement, cohérent par les moyens et les techniques qui y sont utilisés. Chaque installation du CEA est sous la responsabilité d'un Chef d'Installation en matière de sécurité et d'environnement, lequel, à cet effet a tout pouvoir sur les conditions d'exécution des prestations par le Titulaire dans ces domaines ;
 - L'**Ingénieur Sécurité d'Etablissement** et les **Ingénieurs Sécurité d'Installations** sont respectivement les conseillers en matière de sécurité au travail, et de l'environnement du **Directeur de Centre** et des Chefs d'Installations. Ils peuvent être amenés à effectuer des visites de contrôles à tout moment. Ils coordonnent et animent les actions de prévention, prennent en compte les évolutions des réglementations et assurent l'interface auprès des différents acteurs concernés ;
 - La **Formation Locale de Sécurité** est le service d'intervention du CEA Grenoble en cas d'incident ou d'accident, en charge de la sécurité des biens et des personnes au CEA Grenoble.
- La société assurant les prestations de service : **Le Titulaire**.

4.2 Relation avec le CEA Grenoble

Le Titulaire désigne un correspondant privilégié sur site du CEA Grenoble qui rend compte directement au **Correspondant du CEA** pour le suivi des prestations.

Le Titulaire s'engage à signaler immédiatement au **Correspondant** toute anomalie, incident ou accident de toute nature survenu lors des prestations les concernant.

Le Titulaire désigne parmi son personnel un représentant, dénommé ci-après « **Responsable Sécurité** ». Il est doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le respect, la mise en œuvre et le suivi des exigences imposées par les réglementations applicables dans tous les domaines de la Sécurité, ainsi que les consignes particulières du CEA. Il participe à la rédaction du plan de prévention. Le chargé d'affaires du Demandeur précisera au Titulaire quels sont les interlocuteurs sécurité concernés par la prestation. Le Titulaire informera le Demandeur, dans les meilleurs délais, d'une éventuelle visite de sa CSSCT.

5 DOCUMENTS APPLICABLES

5.1 Documents généraux

- Consignes de sécurité

Une copie de ce référentiel est transmise au Titulaire et doit être restituée au CEA en fin de marché.

Référence	Libellé
GRE/CEA/SPAS/RI	Règlement intérieur du CEA à vérifier
EQ/CS23-10 ind A	Règles applicables aux entreprises extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)

5.2 Documents réglementaires

Le Titulaire doit se conformer aux textes et aux normes applicables aux prestations assurées.

Il informe le CEA de toute évolution réglementaire en cours de marché.

Le CEA n'a pas à fournir ces documents.

5.3 Réglementation relative à certaines activités

Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :

La prévention des risques liés à certaines activités ou opérations lors de visites réalisées dans un établissement par une entreprise extérieure implique que celle-ci mette en œuvre les mesures préalables à l'exécution d'une opération pour assurer la sécurité de ses intervenants.

5.4 Documents associés à la prestation

Ces documents seront joints au dossier de consultation des entreprises.

Référence	Libellé
Annexe 1	Sommaire et dispositions principales du contrat de concession

6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

6.1 Périmètre

La présente mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concerne le suivi d'exécution du contrat de concession concernant l'exploitation des Dispositifs de Fonctionnement Technique (DFT) ayant pour objet la fourniture de fluides énergétiques et process et le traitement des effluents sur le site du CEA Grenoble.

Les Dispositifs de Fonctionnement Technique (DFT) sont constitués par les bâtiments et installations techniques qui fournissent les fluides thermiques et process (à l'exception de l'électricité) aux bâtiments du pôle d'innovation MINATEC, et assurent le traitement des effluents liquides issus des activités qui s'y déroulent.

Le pôle d'innovation MINATEC est le fruit d'un projet correspondant à la mise en œuvre, sur le Polygone scientifique de Grenoble, d'un pôle d'innovation en micro et nanotechnologies – ou pôle d'innovation "MINATEC" - devenu le premier centre européen pour les micro et nanotechnologies.

Cet ensemble immobilier comprend des bâtiments appartenant au CEA (Autorité Concédante et Abonné), à Grenoble INP (Abonné) et à la SEM MINATEC ENTREPRISES (Abonné).

Le plan ci-après rend compte des bâtiments raccordés au DFT :



Le contrat de concession des DFT est donc porteur de forts enjeux, qui sont notamment les suivants :

- Répondre à l'évolution et à la variation des besoins, issues de l'activité des usagers compte tenu de leurs différents projets et partenariats ;
- Faire face à la complexité de production et distribution des fluides et de traitement des effluents nécessaires aux activités de recherche et développement menées ;
- Assurer une qualité et une continuité de service au meilleur niveau compte tenu notamment des fortes exigences inhérentes aux process de microélectronique.

Ledit contrat de concession est conclu pour une durée de 14 ans et assure la production et distribution de 23 fluides et effluents. Les principales dispositions du contrat sont retracées en annexe n°1 au cahier des charges.

Le Titulaire du contrat de concession est la société dédiée POLE UTILITES SERVICES (PUS), filiale de la société ENGIE ENERGIE SERVICES.

6.2 Prestations de base

Les prestations attendues se décomposent en une tranche ferme et deux tranches optionnelles conformément aux dispositions du projet de marché.

Tranche ferme

La tranche ferme est réalisée pour une durée de deux ans.

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS	
Diffusion publique	Référence : DG/CEAGRE/DIR/CDC/AMODFT Page 11 / 18

▪ **Action 1 : Prise en charge**

- ✓ **Prise de connaissance de l'ensemble contractuel** au démarrage de la mission afin d'appréhender l'ensemble des engagements du Concessionnaire en vue de leur contrôle. Ladite prise de connaissance sera réalisée à partir :
 - Des documents contractuels (contrat de concession et annexes, police d'abonnement) ;
 - Des informations et données transmises par l'Autorité Concédante ou consultables sur site ;
 - Le cas échéant, de visites sur site, de rencontres avec les services ou de toute autre investigation jugée utile.

- ✓ **Analyse des données techniques, environnementales et financières relatives au démarrage du contrat de concession** afin d'appréhender l'historique du contrat et d'apprécier la conformité des engagements du Concessionnaire par rapport au réalisé.

Le Titulaire dispose d'un délai maximum d'un mois pour la réalisation de la phase de prise en charge.

▪ **Action 2 : Contrôle de l'action du Concessionnaire**

- ✓ **Analyse technique, environnementale et financière des documents dus par le Concessionnaire** en application du contrat de concession. Conformément aux dispositions contractuelles, le Concessionnaire remet périodiquement à l'Autorité Concédante, des documents pour rendre compte de la qualité de l'exploitation du service concédé. Le Titulaire devra étudier ces documents dans le détail, en réaliser une analyse technique, environnementale et financière et en faire une présentation à l'Autorité concédante et aux Abonnés. Les documents principaux concernés sont notamment :
 - Rapports mensuels ;
 - Rapports annuels.

- Le Titulaire pourra également être amené à analyser divers autres documents (documents d'information transmis par le Concessionnaire, notes financières, notes techniques, etc.) dans le cadre de l'exécution du contrat. Le nombre maximum de documents divers pouvant être analysés par le Titulaire au titre du forfait est fixé à 10 sur 2 ans fermes (5 / an pour les tranches optionnelles), étant entendu que des documents relatifs au même sujet compteront comme un seul document à analyser.

- ✓ **Construction et transmission à l'Autorité Concédante au terme du contrat, des documents et outils d'analyse et de suivi**, notamment (liste non exhaustive) :
 - Tableau de calcul des pénalités permettant le calcul automatisé et le suivi des pénalités liées aux conditions d'exploitation prévues au contrat ;
 - Tableau de révision des tarifs permettant le calcul automatisé des tarifs révisés sur la base des formules de révision prévues au contrat.

Le Titulaire doit être force de proposition dans la construction d'outils d'analyse et de suivi.

Le transfert desdits outils et documents au terme du contrat sera accompagné d'une transmission de connaissances et d'information (formation) à destination de l'équipe de pilotage de l'Autorité Concédante.

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS	
Diffusion publique	Référence : DG/CEAGRE/DIR/CDC/AMODFT Page 12 / 18

▪ **Action 3 : Assistance à l'Autorité Concédante**

- ✓ **Participation aux instances de suivi et de pilotage du contrat de concession.** Le Titulaire apportera son assistance à l'Autorité Concédante durant les réunions de suivi et de pilotage du contrat de concession, indiquées ci-après :

- Comité technique
 - *Participants* : correspondants en charge du suivi du contrat pour l'ensemble des Abonnés et Titulaire du contrat de concession (PUS)
 - *Périodicité* : tous les deux mois
 - *Organisation / durée* : 2 heures
- Comité de pilotage (COPIL)
 - *Participants* : directeurs d'Instituts
 - *Périodicité* : une fois par an
 - *Organisation / durée* : le COPIL est organisé sur une demi-journée.

- ✓ **Expertises techniques, environnementales et financières en cas de problématiques rencontrées.**

Compte tenu de la complexité du contrat de concession et des enjeux de qualité, de continuité, de sécurité et de production des fluides/effluents, des expertises techniques, environnementales et financières peuvent être nécessaires en cas de détection de dysfonctionnements ou problématiques. Elles peuvent concerner à titre indicatif et sans exhaustivité :

- Un dysfonctionnement technique ayant conduit à un défaut de production de fluide ou d'effluent ;
- Une problématique récurrente (plus de 3 occurrences) identifiée dans les rapports ;
- Un décalage des plannings ;
- Une constatation d'une optimisation non mise en œuvre ;
- Des rendus non conformes aux demandes ou attentes ;
- Une analyse financière non partagée.

Ces analyses pourront être menées sur site, sur la base de pièces transmises par le Concessionnaire ou par tout intervenant du CEA ou par les Abonnés.

En conclusion des analyses menées, le Titulaire devra définir et proposer des actions correctives, des pistes d'améliorations techniques, environnementales ou d'optimisations financières, s'inscrivant dans le respect des dispositions contractuelles.

Le nombre d'expertises pouvant être réalisées par le Titulaire au titre du forfait est fixé à 10 sur 2 ans fermes (5 / an pour les tranches optionnelles).

Tranches optionnelles

Le marché comprend les tranches optionnelles suivantes :

- ✓ **TO1 : Prolongation des prestations pour une année supplémentaire**
- ✓ **TO2 : Prolongation des prestations pour une année supplémentaire**

Livrables et réunions

Le Titulaire assure la conservation et l'archivage des différents livrables.

✓ Livrables

Le CEA attend les livrables suivants :

- **Action 1 : Prise en charge**
 - Rapport d'analyse des données techniques, environnementales et financières relatives au démarrage du contrat de concession
- **Action 2 : Contrôle de l'action du Concessionnaire**
 - Rapports d'analyse détaillée des rapports mensuels du Concessionnaire ;
 - Synthèses de l'analyse des rapports mensuels du Concessionnaire ;
 - Rapports d'analyse détaillée des rapports annuels du Concessionnaire ;
 - Synthèses de l'analyse des rapports annuels du Concessionnaire ;
 - Notes d'analyse des documents d'information transmis par le Concessionnaire ;
 - Documents et outils d'analyse et de suivi relatifs au contrat de concession.
- **Action 3 : Assistance à l'Autorité Concédante**
 - Notes et synthèses des analyses des problématiques rencontrées et des propositions d'actions à mettre en œuvre ;
 - Compte-rendu des réunions de pilotage et de suivi.

Les rapports d'analyse des rapports mensuels et annuels et les synthèses associées doivent être remis obligatoirement minimum 5 jours ouvrés avant la tenue de la réunion de rendu.

Les comptes-rendus de réunion doivent être remis obligatoirement minimum 5 jours ouvrés suivant la tenue de la réunion.

Tous les documents remis par le prestataire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

1. Microsoft WORD, Excel, PowerPoint, Project, PDF, et plus généralement pour les différents composants de la suite Office : au minimum la version n-1 par rapport à la dernière version disponible
2. AUTOCAD et PDF pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous forme numérique.

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS	
Diffusion publique	Référence : DG/CEAGRE/DIR/CDC/AMODFT Page 14 / 18

Les livrables devront respecter les chartes graphiques CEA, les notes techniques CEA, les prescriptions techniques telles que les documents STCPT0565 (Spécifications bureau d'études).

✓ Réunions

Il est attendu à minima :

- Une réunion de lancement permettant de fixer les objectifs de la mission avec le groupe de pilotage – Réunion en présentiel sur le site du CEA Grenoble - Phase n°1 ;
- Une réunion mensuelle relative à la restitution de l'analyse du rapport mensuel – Réunion en distanciel - Phase n°2
- Une réunion annuelle relative à la restitution de l'analyse du rapport annuel – Réunion en présentiel sur le site du CEA Grenoble - Phase n°2
- Une réunion tous les deux mois relative à la tenue du Comité technique – Réunion en distanciel – Phase n°3 ;
- Une réunion annuelle relative à la tenue du Comité de Pilotage - Réunion en présentiel sur le site du CEA Grenoble – Phase n°3 ;
- Des réunions afin d'échanger sur certaines expertises techniques et financières réalisées (4 sur la tranche ferme et 2 par tranche optionnelle en cas d'affermissement) – Réunions en distanciel – Phase n°3.

Les réunions en distanciel (visioconférence) doivent être réalisées avec le matériel adéquat et permettre le bon déroulement de celles-ci. A défaut, en cas de mauvaise qualité de son, d'image ou toute autre difficulté technique, celles-ci ne seront pas considérées comme valides au titre du marché.

6.3 Prestations sur BPU

En cas de besoin, des prestations sur Bordereau de Prix Unitaires pourront être réalisées, conformément aux dispositions du projet de marché.

Les prestations sur BPU sont les suivantes :

- Note d'analyse et synthèse supplémentaires d'un document divers ;
- Note d'analyse et synthèse supplémentaires de problématiques rencontrées avec propositions d'actions à mettre en œuvre ;
- Réunion supplémentaire en présentiel sur le site du CEA – Demi-journée ;
- Réunion supplémentaire en distanciel (visioconférence) – 2 heures ;
- Réunion supplémentaire en distanciel (visioconférence) – Demi-journée.

6.4 Prestations sur devis préalable

En cas de besoin, des prestations sur devis préalable pourront être réalisées, conformément aux dispositions du projet de marché.

Les prestations sur devis préalable concernent notamment la réalisation de visites sur des sites industriels partenaires ayant une activité similaire à celle objet du contrat de concession afin de réaliser une analyse comparative des actions et éléments techniques, environnementaux, organisationnels et financiers mis en place. Cette analyse comparative aura pour objet d'identifier les éléments et solutions transposables dans le cadre de l'exécution du contrat de concession dans un objectif d'amélioration continue.

7 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

7.1 Information-Conseil, obligation d'information

Le Titulaire assure des retours d'expérience, d'expertises, de veilles technologiques et réglementaires à l'attention du CEA.

De par sa compétence et son expertise, le Titulaire doit assurer l'obligation de conseil auprès du CEA.

Tout élément ne permettant pas au Titulaire de réaliser correctement les prestations décrites dans ce cahier des charges doit faire l'objet d'une alerte auprès du pilote opérationnel.

7.2 Organisation du Titulaire

Le Titulaire est responsable de la structure et de l'organisation mises en place, de leur adaptation à la charge de travail, ainsi que de l'encadrement et de la logistique, afin d'assurer, dans leur intégralité et dans les délais impartis, l'ensemble des prestations décrites dans le présent Cahier des Charges.

Il doit mettre en œuvre, en nombre et en qualification, les moyens, aux compétences suffisantes de façon à remplir l'ensemble des missions décrites et adaptée à la charge de travail à réaliser

Le Titulaire est également en charge de la qualification et formation exigée du personnel intervenant.

7.3 Sécurité

Le Titulaire se référera aux Règles Applicables aux Entreprises Extérieures.

Les règles rappellent les grandes dispositions à respecter sur le site en termes de sécurité :

- Organisation générale du CEA :
 - Circulation et Stationnement
 - Organisation sécurité du CEA-Grenoble
 - Conditions d'hygiène
 - Accident et appels des secours
 - Évacuation en cas d'urgence
 - Surveillance médicale
- Mesures de prévention préalables à l'exécution du marché :
 - Communication d'informations et de documents,
 - Inspections communes préalables,
 - Plan de prévention,
 - Sécurité des travailleurs affectés à la réalisation du marché,
- Mesures de prévention pendant l'exécution du marché :
 - Applications des consignes du PGC,

- Dispositions particulières :
 - Risques incendie et explosion,
 - Risque électrique,
 - Traitements des déchets,
 - etc.

7.4 Confidentialité/indépendance

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui prévoient notamment :

3. Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles et s'interdit de communiquer à un tiers, sans l'accord préalable et écrit du CEA, tout ou partie des informations et/ou connaissances du CEA ou de toute tierce partie, auxquelles il pourrait avoir ou avoir eu accès à l'occasion de la prestation réalisée pour le compte du CEA.
4. Le Titulaire se référera aux règles applicables définies dans le chapitre 4 des CGA (conditions générales d'achat) du CEA.

Le titulaire s'engage à une indépendance totale vis-à-vis du titulaire du contrat de concession.

7.5 Données personnelles

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le Titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

La solution proposée devra respecter les principes de proportionnalité, de minimisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par le CEA, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé

7.6 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations

Le Titulaire utilise ses propres matériels, outillages et équipements pour la réalisation des prestations notamment :

- EPI ;
- Téléphone mobile – informatique mobile ;

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Diffusion publique

Référence :
DG/CEAGRE/DIR/CDC/AMODFT

Page 17 / 18

- Outillage individuel ou spécialisé ;
- Matériel d'accès ou de sécurité ;
- Logiciels généralistes ou dédiés ;
- Moyens de locomotion.

Le Titulaire en assure l'entretien et la conformité à la réglementation en vigueur associée.

Les moyens de communication, de bureautique et informatique sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit s'engager à respecter toutes les règles de sécurité informatique applicables au CEA, et notamment la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI), ces règles ne pouvant être opposables à la bonne réalisation du contrat.

- **Poste informatique**

Le matériel informatique nécessaire à l'exécution de la prestation (postes informatiques, écrans...) sera fourni par le Titulaire.

En conformité avec la PSSI CEA, tout matériel raccordé au réseau CEA doit être maîtrisé et exploité par le STIC. A ce titre, les postes doivent être ajoutés au parc infogéré par l'intermédiaire du Correspondant Informatique de l'unité de rattachement, puis remis à l'infogérant qui les configure au master CEA, et les exploite au même titre que des postes CEA, ce qui peut faire l'objet d'une refacturation spécifique définie dans la convention d'hébergement liant le CEA et le Titulaire.

A la fin du marché, ou si ces postes sont amenés à être sortis de CEA, leur disque dur doit être retiré et détruit, selon la procédure en vigueur pour tout matériel ayant été connecté au réseau CEA.

Les autres matériels informatiques du Titulaire ne doivent en aucun cas être connectés au réseau CEA, et ne doivent pas être utilisés pour traiter de l'information CEA sans une autorisation de l'ASSI (Agent de Sécurité des Systèmes d'Information).

Les salariés du Titulaire qui se sont vus attribuer une Autorisation d'Accès au Site du CEA (DAASC) peuvent faire la demande d'un compte nominatif pour utiliser ce matériel, dans le respect de la charte d'utilisation des moyens informatiques du CEA (NIG608) et de la PSSI CEA, et pour l'accès à Internet, la charte d'utilisation du Réseau National pour la Recherche (RENATER).

Tout manquement à ces conditions est considéré comme une atteinte à la sécurité des données du CEA Grenoble.

- **Réseau entreprise**

Pour ses propres besoins, le Titulaire peut demander la mise en œuvre à ses frais d'un réseau "entreprise" (bulle hébergement), afin de connecter un ou des postes informatiques à internet, sans passerelle possible avec le réseau interne du CEA Grenoble.

L'utilisation de ce réseau est placée sous la responsabilité du Titulaire.

- **Fichiers, programmes informatiques, base de données, plans**

Le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire les fichiers informatiques de données / programmes informatiques indispensables à la réalisation des prestations, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables) après validation par l'ASSI.

Il est de convention expresse que le CEA est, et reste propriétaire, de l'ensemble des éléments mis à la disposition du Titulaire et de toute mise à jour qui en serait faite. Les données contenues dans ces fichiers ou

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Diffusion publique

Référence :
DG/CEAGRE/DIR/CDC/AMODFT

Page 18 / 18

programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

Les logiciels ou progiciels achetés par le Titulaire restent sa propriété, seule la base de données issue des activités du CEA reste propriété du CEA. Leur paramétrage est à la charge du Titulaire, ainsi que leur maintenance et leur mise à jour pendant la durée du contrat.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour exécuter les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes au CEA et n'en conserver aucune trace.

L'ensemble des nouvelles données relatives aux prestations réalisées doit être remis au CEA sous une forme informatique exploitable.